

L'alibi pétrolier

Dans son rapport annuel «Perspectives économiques mondiales 2009», la Banque mondiale projette que les prix du pétrole au cours de l'année prochaine devraient se situer en moyenne à 75 dollars le baril, alors que ceux des denrées alimentaires devraient baisser de 23 % par rapport à leur moyenne en 2008. Une mauvaise nouvelle pour l'économie algérienne, fortement rivée sur ces deux paramètres dans une sorte de dépendance croisée : ce qu'elle gagne d'une main, elle le perd de l'autre — les pertes étant, en l'espèce, supérieures aux gains.

Ce qui autorise les experts de la banque à établir des projections plutôt rassurantes pour nous : «Parmi les exportateurs de pétrole de la région, l'Algérie affiche une croissance en hausse en 2008 avec un taux de 4,9 % contre 3,1 % en 2007, alors que se poursuivaient, à un rythme soutenu, les gains de croissance, à hauteur de 6 % dans le secteur non pétrolier, notamment dans la construction et les services liés aux projets d'infrastructures. L'Algérie est en bonne posture pour faire face aux effets de la crise financière internationale ; à la fin du mois de septembre 2008, les réserves du pays s'élevaient à 140 milliards de dollars, soit 30 milliards de dollars de plus, comparé à la fin de 2007».

Les rapports entre les cours du pétrole et ceux des produits qui pèsent dans notre facture alimentaire évoluent selon un schéma désormais classique : au-delà d'un certain seuil des premiers, les tendances à la stimulation des énergies de substitution, notamment les agro-carburants, parce que rentables, accroissent la pression sur les produits alimentaires et favorisent la hausse de leurs cours. Une situation qui, paradoxalement, ne favorise également pas les autres pays en développement. Bien au contraire.

Au-delà de l'explication désormais conventionnelle (1) sur l'explosion de la demande des pays émergents, notamment de la Chine et de l'Inde, dans la formation de la crise alimentaire, l'his-

toire économique retiendra deux facteurs générateurs de perturbations : les agro-combustibles et la spéculation sur les agro-combustibles.

Les subventions publiques accordées aux grandes entreprises privées d'agro-business depuis 2005, aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, pour soutenir l'effort de l'industrie des agro-combustibles comme alternative à la hausse des cours du pétrole au-delà d'un certain seuil, ces subventions ont atteint leurs objectifs : les céréales et d'autres produits agricoles ont vu leurs prix évoluer à la hausse à des niveaux jamais connus, alors que la production d'agro-combustibles devenait plus rentable.

Le soja, la betterave, les céréales ou la canne étaient d'autant plus indiqués pour la sécurité énergétique qu'ils répondaient à une demande politique nouvelle : leur impact positif sur l'environnement, contrairement aux hydrocarbures. En 2005, le Congrès des Etats-Unis a adopté une loi sur l'énergie qui a carrément dopé la production des agro-combustibles. Ce choix a été confirmé et renforcé par la loi du 19 décembre 2007 sur l'indépendance énergétique qui impose à l'industrie pétrolière, sous peine de lourdes amendes, d'incorporer dans la fourniture de combustibles 57 milliards de litres d'agro-combustibles en 2015 (15 milliards de gallons US) et 136 milliards de litres en 2022. Pour atteindre cet objectif, la part de la production de maïs destinée aux agro-combustibles atteindrait 32,8% en 2011-2012.

Les résultats de ce nouveau dispositif ne se sont pas fait attendre : entre 2005 et 2006, la production US d'éthanol de maïs a été multipliée par cinq. Entre 2005 et 2009, cette production aura été multipliée par neuf. La part de la production de maïs consacrée à la production d'éthanol est passée de 14,4% à 23,7% entre 2005-2006 et 2007-2008. Une partie de la production de soja est également destinée à la production d'agro-combustibles (en août 2007, 23,2% de la consommation intérieure d'huile de soja

était destinée à la production de biodiesel) mais le coût de revient est beaucoup plus élevé que l'éthanol de maïs.

L'Union européenne a suivi le même cheminement : d'ici à 2010, les carburants devront contenir 5,75% d'agro-combustibles (10% en 2020). L'Union européenne produit du biodiesel principalement à partir de l'huile de colza (l'Union européenne produit 77% du biodiesel mondial) et de l'éthanol à partir du blé, de l'orge, du maïs, de la betterave et de la distillation des excédents de vin. La production européenne d'agro-combustibles n'est également pas rentable sans les subventions injectées. Pour atteindre l'objectif cité plus haut en 2012 sans recourir à des importations, il faudrait consacrer 20% des terres arables actuellement cultivées.

Le rapport environnement - bio ou agro-carburants est trompeur : sous prétexte de réduire les émissions de gaz à effet de serre, les coûts environnementaux des agro-combustibles sont supérieurs à tous les avantages procurés. La réaffectation de larges espaces agricoles aux cultures destinées à la production des agro-combustibles a eu pour effet de réduire l'offre de produits alimentaires et de pousser leurs prix à la hausse.

L'autre nouvelle donne causale est la relance de la spéculation sur les produits agricoles, particulièrement marquée en 2007-2008. Spéculant sur une chose et son contraire, les investisseurs institutionnels échaudés par la bulle de l'Internet, puis par la crise des subprimes qui a éclaté aux Etats-Unis à l'été 2007, s'attaquent au secteur des produits agricoles et des hydrocarbures comme remède à la loi de la baisse tendancielle des profits.

Les investisseurs institutionnels (les «zinzins» pour les initiés) regroupent les fonds de pensions privés, notamment américains, les sociétés d'assurance et les banques ; ils sont assis sur un matelas de 70 000 milliards de dollars qu'ils placent là où c'est le plus rentable. Agissent également sur ce mar-

ché les hedge funds (fonds spéculatifs) qui peuvent mobiliser 1 500 milliards de dollars.

Sur les marchés à terme se traitent des «futurs», la production à venir, trois-six mois, un-deux ans avant.

Le mode opératoire est simple : acheter les récoltes ou les productions futures de produits agricoles, de pétrole et de gaz sur les Bourses mondiales où l'on spéculer sur les céréales ou les matières premières (principalement les Bourse de Chicago, de Kansas City et de Minneapolis pour les produits agricoles, Londres pour le pétrole).

Michael W. Masters, qui dirige depuis douze ans un hedge fund à Wall Street, en a décrit les mécanismes dans un témoignage qu'il a présenté devant une commission du Congrès à Washington le 20 mai 2008. Selon le témoignage de Michael W. Masters, les capitaux alloués par les investisseurs institutionnels au segment «index trading» des biens primaires des marchés à terme aux Etats-Unis sont passés de 13 milliards de dollars fin 2003 à 260 milliards en mars 2008. Les prix des 25 biens primaires cotés sur ces marchés ont grimpé de 183% pendant la même période. Les grosses quantités de maïs et de blé achetées par les «zinzins» en 2007-2008 ont provoqué une anticipation sur la demande qui a provoqué une flambée des prix.

Devant cette commission chargée d'enquêter sur le rôle possible de la spéculation dans la hausse des prix des produits de base, il déclare : «Vous avez posé la question : est-ce que les investisseurs institutionnels contribuent à l'inflation des prix des aliments et de l'énergie ? Ma réponse sans équivoque est : OUI.» (2)

Contrairement à ce que peut suggérer une lecture superficielle des faits, les pays en développement n'ont pas tiré profit de la hausse des cours alimentaires, comme en témoignent les «émeutes du pain» enregistrées à Dakar, au Caire ou ailleurs.

Les programmes d'ajustement structurel qu'ils ont eu à subir à partir des années 1990 se sont,



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

au contraire, traduits par une réduction des surfaces destinées aux cultures vivrières, une spécialisation encore plus poussée dans un ou deux produits d'exportation, la fin des systèmes de stabilisation des prix, l'abandon de l'autosuffisance en céréales, la réduction des stocks de réserve de céréales, une forte réduction des budgets sociaux, la suppression des subventions aux produits de base. En bout de course, avec l'ouverture des marchés et la mise en concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales, ils se sont, pour la plupart, retrouvés dans une plus grande dépendance aux évolutions des marchés mondiaux.

A. B.

(1) C'est le cas notamment de la Banque des règlements internationaux : 78^e Rapport annuel, Bâle, juin 2008, p. 41. La BRI est la banque des grandes banques centrales.

(2) On peut retrouver l'intégralité du témoignage sur : http://hsgac.senate.gov/public/_files/052008Masters.pdf.

Condoléances

Les intellectuels algériens viennent de perdre un des leurs, un des meilleurs : Dr Abderrahmane Aïssat, dit Dahmane. Un démocrate de conviction, humble, droit et rigoureux. Une perte pour les siens et pour le pays. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

La ferme en folie !

... Quel est le comble pour un candidat à la présidentielle en campagne électorale ? C'est d'appeler à l'austérité, à la lutte contre le gaspillage et à se serrer la ceinture à partir de...

...Ghardaïa !

L'Algérie est divisée ! Cela me coûte énormément de l'écrire, mais il faut bien se rendre à cette évidence terrible : l'Algérie est divisée. Par président et Premier ministre interposés, le pays vient d'avoir la preuve cinglante de ses divisions fratricides. D'un côté, il y a Abdekka qui affirme haut et fort : «C'est le temps des vaches maigres !» Et de l'autre, il y a H'mimed qui jure tout aussi fort que son patron : «Le temps des vaches grasses, c'est fini !» Ces prophéties qui fleurissent bon l'étable et la ferme peuvent sembler dire la même chose au profane, au quidam qui n'y connaît rien en vaches. Les spécialistes en bovins, eux, vous diront que ce n'est pas la même chose. Evoquer le départ des vaches grasses et l'arrivée des vaches maigres, ce n'est pas kif-kif ! Bien sûr, on peut se montrer prudent, enregistrer de manière neutre un mouvement dans la ferme tout en refusant d'entrer dans le fond du problème, de se mouiller dans cette bataille d'écoles. C'est une attitude ! Il ne faut condamner aucune attitude, aucune posi-

tion. Mais l'on peut aussi tenter de s'initier à ce débat d'initiés. Et poser les bonnes questions. D'abord celle-là : si la transhumance a effectivement commencé, quel sera l'endroit, en longitudes et en latitudes, où se rencontreront, ou plus exactement où se croiseront les vaches grasses en partance et les vaches maigres en provenance ? Autre question tout aussi importante : qui détient vraiment les clés des étables et s'est, du coup, arrogé ce droit quasiment ancestral d'en ouvrir et d'en fermer les portes ? Faut-il comprendre que dans la nomenclature, édifice hyper-fermé, existerait depuis toujours un poste, une fonction gardée jusque-là secrète, mais qui éclate aujourd'hui au grand jour, pasteur pour vaches ? Des bergers des temps modernes dont la fonction unique serait de conduire, au gré des humeurs du système, des vaches grasses et des vaches maigres d'un point à l'autre du territoire ? Et puis, une dernière question, qui n'est pas vraiment la dernière vu l'étendue immense du champ verdoyant des questions concernant les bovidés : maigres ou grasses, les vaches vont en troupeau au son de leurs cloches, accrochées au cou. Ne serions-nous pas dans cette histoire de vaches, les bonnes cloches en question ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

